



Paris, le 12 mai 2010

## **Communiqué de presse**

### **Le PNNS3 : une étape vers une politique assumée de promotion de la santé**

Le rapport « Évaluation du programme national nutrition santé 2 (PNNS2) 2006-2010 »<sup>1</sup> de l'Igas<sup>2</sup> et du CGAAER<sup>3</sup> vient d'être rendu public. Ce rapport était attendu pour jeter les bases d'un troisième PNNS.

Les auteurs du rapport considèrent que :

- « *Le PNNS2 a rempli de manière plutôt satisfaisante les objectifs qui lui étaient assignés en termes de promotion de bons comportements alimentaires, avec les moyens humains et financiers qui ont été les siens* ».
- Les objectifs nutritionnels de réduction de 20 % de la prévalence du surpoids et de l'obésité n'ont pas été atteints. Chez les adultes, on note une stabilité du surpoids et une augmentation de l'obésité et chez les enfants une stabilité tant du surpoids que de l'obésité. Il faut souligner que les objectifs fixés étaient très ambitieux sur une période de temps très courte. Le Haut conseil de la santé publique, dans ses propositions d'objectifs pour la future Loi de santé publique<sup>4</sup>, a, d'ailleurs, revu à la baisse ses exigences qui sont « *de s'opposer à la croissance de l'obésité, en obtenant au minimum une stabilisation de la prévalence de l'obésité en population générale* ». Il convient également de rappeler qu'en matière de prévention, les impacts ne peuvent, en tout état de cause, être évalués qu'à moyen terme.
- La déclinaison territoriale du PNNS a été réelle et qu'il a joué un rôle de levier financier : aux 19 millions d'euros affichés, 12 millions d'euros supplémentaires ont été mobilisés par ses partenaires.
- La recherche sur l'alimentation et la nutrition humaine est de bon niveau ; les travaux de l'observatoire de la qualité des aliments, l'ENNS<sup>5</sup> et le Baromètre santé nutrition sont cités.

Il faut aussi noter quelques points très positifs sur la consommation alimentaire comme la réduction nette des apports en sel chez les adultes et les enfants entre 1998 et 2006 et des ventes de sel entre 2000 et 2007 ; l'augmentation de la consommation de fruits et légumes et la réduction de la consommation d'aliments sucrés<sup>6</sup>.

<sup>1</sup> <http://lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr/BRP/104000214/0000.pdf> Avril 2010.

<sup>2</sup> Inspection générale des affaires sociales.

<sup>3</sup> Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux.

<sup>4</sup> <http://www.hcsp.fr/docs/pdf/avisrapports/hcsp20100317ObjectifsSP.pdf> Avril 2010.

<sup>5</sup> Etude nationale nutrition santé.

<sup>6</sup> [http://www.sante-sports.gouv.fr/IMG/pdf/060510dossier\\_de\\_presse-PNNS.pdf](http://www.sante-sports.gouv.fr/IMG/pdf/060510dossier_de_presse-PNNS.pdf)

Les auteurs du rapport font de très nombreuses recommandations. Quelques unes peuvent être mises en exergue. Ils souhaitent en particulier pour l'avenir :

- que soit donnée plus de légitimité au nouveau plan avec, par exemple, son inscription dans la future loi de santé publique ;
- un changement de gouvernance intégrant pleinement les dimensions interministérielles et intersectorielles ;
- que l'accent soit mis sur le repérage et la prise en charge de l'obésité ;
- une attention aux populations défavorisées qui devrait intégrer l'ensemble des actions du futur plan ;
- une promotion de l'activité physique et de la lutte contre la sédentarité.

La Société française de santé publique (SFSP) adhère globalement au constat de la mission Igas / CGAAER. Les enjeux nutritionnels sont majeurs pour la santé des français.

La SFSP souhaite rappeler à l'occasion de ce rapport son attachement au PNNS et à sa coordination par le ministère de la Santé.

Pour la SFSP, le PNNS3 doit assumer plus nettement son accroche de programme de promotion de la santé, sa logique interministérielle et intersectorielle et sa globalité intégrant les approches curatives et préventives. Ainsi, s'il convient d'accentuer la prise en charge médicale avec le repérage des enfants en surpoids ou obèses et la structuration du réseau de prise en charge, il faut aussi :

- poursuivre le développement de l'éducation pour la santé visant à promouvoir les capacités de chacun à faire ses propres choix ;
- et agir encore plus sur les facteurs d'environnement. Sur ce dernier point, des avancées ont été réalisées en lien avec les collectivités territoriales (transports, équipements sportifs, restauration scolaire...). Il faut aller plus loin et aborder les questions de la qualité des aliments et de leur prix, de l'information des consommateurs sur les aliments dont le PNNS recommande une augmentation de consommation et la question si sensible de la régulation de la publicité.

La SFSP note avec intérêt la récente stratégie étatsunienne de la Maison Blanche de lutte contre l'obésité (mai 2010)<sup>7</sup> et sa vision globale intégrant le soutien aux parents, éducateurs et professionnels de santé dans leurs messages éducatifs, une alimentation de qualité à l'école, un accès à une nourriture de qualité et l'activité physique. Les restaurateurs devront améliorer la qualité nutritionnelle des repas aux enfants, la publicité pour les aliments être régulée...

Dans son précédent communiqué, la SFSP<sup>8</sup> souhaitait que la future loi de santé publique donne une impulsion forte au développement de la promotion de la santé dans un objectif de réduction des inégalités sociales de santé. Le PNNS3 est l'occasion de faire un plaidoyer pour que toutes les politiques publiques intègrent un volet « santé – nutrition » conformément à l'approche *Health in all politics*<sup>9</sup> (HIAP) retenue par les institutions de l'Union Européenne.

#### **Contact**

Société française de santé publique

Tél. : 03.83.44.39.17 - Fax : 03.83.44.37.76

Email : [accueil@sfsp.info](mailto:accueil@sfsp.info)

---

<sup>7</sup> [http://www.letsmove.gov/tfco\\_fullreport\\_may2010.pdf](http://www.letsmove.gov/tfco_fullreport_may2010.pdf)

<sup>8</sup> La Société française de santé publique souhaite que la future Loi de santé publique donne une impulsion forte au développement de la promotion de la santé. <http://www.sfsp.fr/activites/file/CPLSPAG2010.pdf>

<sup>9</sup> Santé dans toutes les politiques.